

# L'agriculture urbaine, un moteur de mobilisations citadines à Saint-Louis (Sénégal)

Thomas Maillard

► **To cite this version:**

Thomas Maillard. L'agriculture urbaine, un moteur de mobilisations citadines à Saint-Louis (Sénégal).  
Rencontres des Jeunes Chercheur.e.s en Études africaines, Jul 2018, Marseille, France. hal-01809520

**HAL Id: hal-01809520**

**<https://hal-univ-paris8.archives-ouvertes.fr/hal-01809520>**

Submitted on 6 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'agriculture urbaine, un moteur de mobilisations citoyennes à Saint-Louis (Sénégal)

**Mots clés :** Sénégal, urbanisation, agriculture urbaine, mobilisation

## Résumé long :

Les quartiers agricoles de Saint-Louis (Sénégal) sont, à plusieurs titres, en marge de la politique urbaine. Ils sont principalement situés dans des zones *non aedificandi* : zones inondables et servitudes de grands équipements périphériques (aéroport, camp militaire, bassin d'approvisionnement en eau douce). Le plan directeur d'urbanisme de 2008 les considère comme des réserves foncières de secours pour la population des quartiers centraux de plus en plus vulnérable aux inondations et à l'érosion côtière. Les investissements publics concernant l'équipement et la gestion du cadre de vie y sont très faibles. De larges pans de la gestion de ces quartiers sont donc dévolus aux associations locales plus ou moins coordonnées par des conseils de quartier. Par ailleurs, ils sont confrontés depuis une vingtaine d'années à l'installation massive de nouveaux résidents. Cette dynamique met à l'épreuve la capacité des associations locales à réguler et maîtriser l'urbanisation de leur quartier et met en péril la pérennité d'activités agricoles fortement imbriquées dans l'économie locale et la trame du bâti. L'arrivée d'une population peu familiarisée avec ces activités agricoles interroge la cohabitation entre l'agriculture et les autres fonctions urbaines.

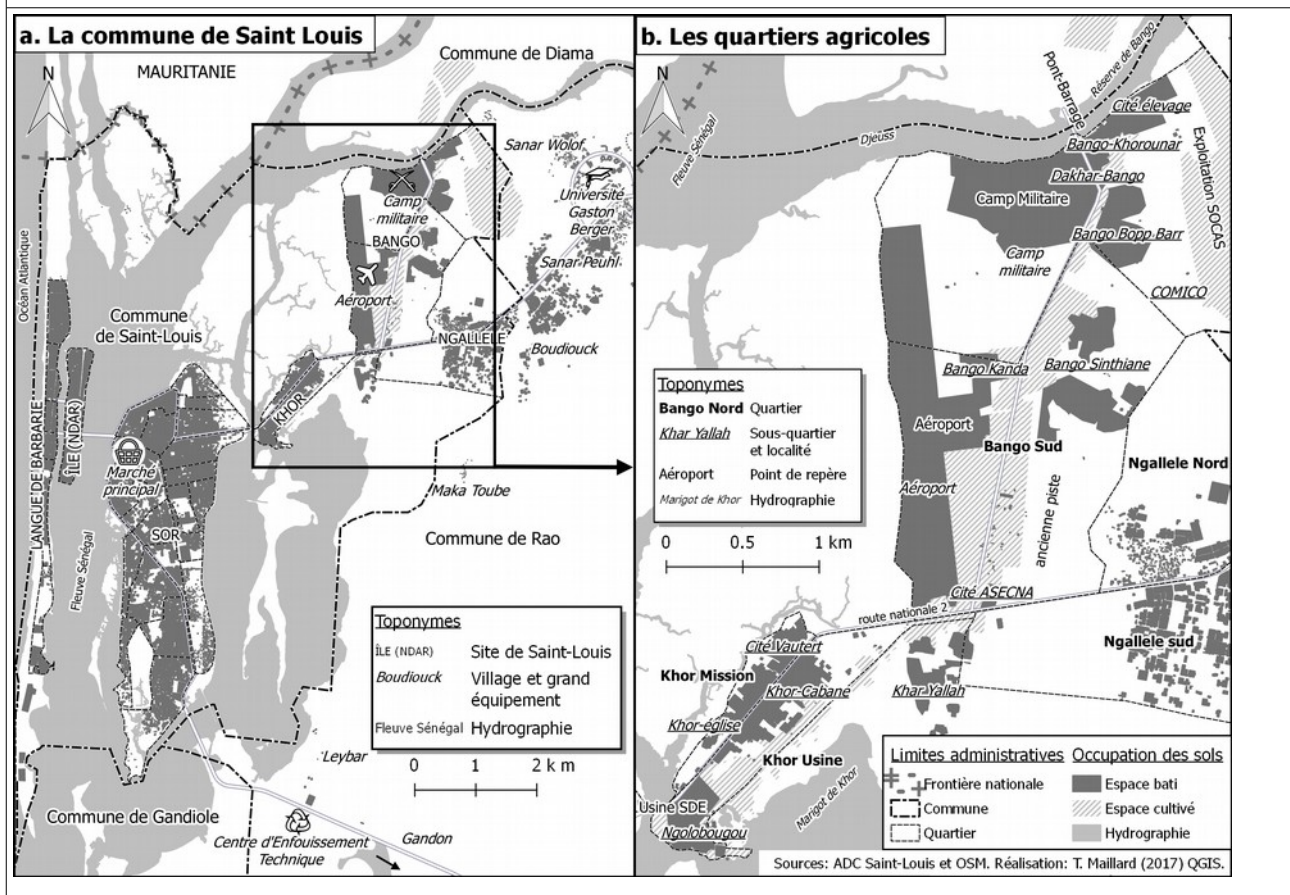
Dans ce contexte, un premier travail de terrain en 2013 a montré que ces quartiers ne sont pas égaux dans leurs capacités à intervenir sur l'urbanisation. Un quartier, en particulier, concentre la majorité des interventions sur le cadre de vie menées par des associations locales (entretien de l'espace public, projet de création et de rénovation d'équipements locaux, contrôle des litiges fonciers). Elles mettent souvent en avant un volet agricole dans leurs actions et dans les projets de développement qu'elles montent avec des partenaires extérieurs. En assimilant ces actions collectives d'associations locales plus ou moins structurées à des mobilisations sociales, je me suis intéressé aux disparités des ressources et des motifs de mobilisation dans ces territoires. À partir des résultats d'une seconde enquête menée en 2014 et 2015, je montrerai dans cette présentation comment certaines caractéristiques de l'agriculture urbaine à Saint-Louis sont des moteurs de mobilisations de résidents et de partenaires extérieurs. Les liens entre les agriculteurs et les résidents ainsi que certaines caractéristiques des systèmes de production offrent des motifs et des ressources favorisant l'action collective. Ainsi, d'une part, l'évaluation des effets de l'agriculture sur la qualité de vie constitue un motif de mobilisation. D'autre part, l'agriculture offre des ressources spatiales et organisationnelles qui favorisent la socialisation des nouveaux résidents et la coordination des actions à l'échelle du quartier et entre plusieurs quartiers.

Thomas MAILLARD  
Doctorant en Géographie  
École Doctorale Sciences Sociales (Université Paris 8)  
Laboratoire LADYSS (CNRS UMR 7533)

## Introduction

Les quartiers agricoles de Saint-Louis (Sénégal) sont, à plusieurs titres, en marge de la politique urbaine. Ils sont principalement situés dans des zones *non aedificandi* : zones inondables et servitudes de grands équipements périphériques (aéroport, camp militaire, bassin d’approvisionnement en eau douce, abattoir communal ). Le plan directeur d’urbanisme de 2008 les considère comme des réserves foncières de secours pour la population des quartiers centraux de plus en plus vulnérable aux inondations et à l’érosion côtière. Les investissements publics concernant l’équipement et la gestion du cadre de vie y sont très faibles. De larges pans de la gestion de ces quartiers sont donc dévolus aux associations locales plus ou moins coordonnées par des conseils de quartier. Par ailleurs, ils sont confrontés depuis une vingtaine d’années à l’installation massive de nouveaux résidents. Cette dynamique met à l’épreuve la capacité des associations locales à réguler et maîtriser l’urbanisation de leur quartier et met en péril la pérennité d’activités agricoles fortement imbriquées dans l’économie locale et la trame du bâti. L’arrivée d’une population peu familiarisée avec ces activités agricoles interroge la cohabitation entre l’agriculture et les autres fonctions urbaines.

Carte 1. Les quartiers agricoles dans la commune de Saint-Louis



La comparaison des deux quartiers agricoles de Saint-Louis (Khor et Bango) est particulièrement adaptée à cette analyse puisque ces quartiers ne sont pas égaux dans leurs capacités à intervenir sur l'urbanisation. Un quartier, en particulier, concentre la majorité des interventions sur le cadre de vie menées par des associations locales (entretien de l'espace public, projet de création et de rénovation d'équipements locaux, contrôle des litiges fonciers). Elles mettent souvent en avant un volet agricole dans leurs actions et dans les projets de développement qu'elles montent avec des partenaires extérieurs. En assimilant ces actions collectives d'associations locales plus ou moins structurées à des mobilisations sociales, je me suis intéressé aux disparités des ressources et des motifs de mobilisation dans ces territoires. À partir des résultats d'une seconde enquête menée en 2014 et 2015, je montrerai dans cette présentation comment certaines caractéristiques de l'agriculture urbaine à Saint-Louis sont des moteurs de mobilisations des habitants. Les liens entre les agriculteurs et les résidents ainsi que certaines caractéristiques des systèmes de production offrent des motifs et des ressources favorisant l'action collective.

Les résultats du travail de recherche réalisé dans le cadre de ma thèse s'inscrivent à la croisée de deux préoccupations. D'une part, comprendre comment l'aménagement et la gestion de ces quartiers sont mis en œuvre par leurs habitants. Cela fait écho à la question plus générale de la gestion d'espaces urbains en marge des politiques publiques souvent posée dans les quartiers dits « informels » des villes africaines (Choplin, 2006; Jacquet et al., 2010; Jaglin, 2007). à ce titre, de nombreux auteurs invitent à focaliser l'analyse sur ce qu'ils appellent des organisations intermédiaires (Chauveau et al., 2001; Olivier de Sardan, 1993) : associations locales plus ou moins structurées à l'interface entre les habitants, les pouvoirs publics et les organismes de coopération internationale et qui « assurent de facto la régulation des mécanismes d'urbanisation » (Jaglin, 1998, p. 28). D'autre part, comprendre l'influence de l'agriculture urbaine sur les pratiques d'aménagement et de gestion de l'espace urbain. En effet, nombre de travaux, portant plutôt sur des pays du Nord, montrent comment l'agriculture peut être un moteur de mobilisation des habitants d'un quartier autour d'enjeu d'entretien et d'amélioration du cadre de vie, jusqu'à des mouvements plus militants de réappropriation de l'espace urbain (Blay-Palmer et al., 2016; Boulianne, 1998; Cohen et al., 2012; Cummins & Macintyre, 2002; Duchemin, 2015; Fol & Pflieger, 2010; Paddeu, 2012; Vidal & Fleury, 2009). Dans un article comparant l'intégration de l'agriculture urbaine à des politiques urbaines dans des contextes très variés (Duvernoy *et al.*, 2005), les auteurs invitent en conclusion à étudier les conditions d'émergences de mobilisations autour de l'agriculture en ville et en particulier les conditions de coopération entre agriculteurs et non-agriculteurs. Cependant, il n'y a pas de travaux qui, à ma connaissance, étudient l'agriculture urbaine en Afrique sous cet angle.

Les actions menées par ces organisations intermédiaires ne suivent pas des procédures standardisées et dépendent fortement de l'investissement bénévole des habitants. C'est pourquoi, j'ai choisi de les assimiler à des mobilisations collectives en m'appuyant sur les travaux de sociologie des mobilisations qui s'intéressent plus particulièrement aux conditions d'émergence de mobilisations collectives : l'école de la mobilisation des ressources (McAdam et al., 1996) et plus particulièrement les travaux sur les processus politiques. Les mobilisations collectives sont envisagées comme « *des décideurs collectifs rationnels qui mobilisent leurs partisans et promeuvent leur cause à l'aide des meilleures stratégies disponibles sous la contrainte de ressources matérielles et cognitives limitées* » (Kitschelt, 1986, p. 57 ; traduit par Revillard, 2003). Ainsi, dans cette optique il « *n'y a pas de différence de nature entre les actions politiques institutionnalisées et les mouvements sociaux. [L'action collective fait partie] des conduites politiques "normales" d'une société. En conséquence mouvements sociaux et action collective doivent être compris comme des conduites rationnelles au même titre que les actions institutionnalisées.* » (Lapeyronnie, 1989, p. 244-245). Cette approche met l'accent sur le rôle des structures présentes dans la vie quotidienne et sur les lieux de travail, les « *grassroot setting* » favorisant et structurant l'action collective (McAdam et al., 1996, p. 4). La présence de formes d'organisations locales même rudimentaires implantées dans des lieux de socialisation et d'un processus d'attribution collective, c'est-à-dire d'une prise de conscience de la dimension commune des problèmes vécus au quotidien par les habitants, permet alors de distinguer des contextes favorables aux mobilisations identifiées comme des contextes de micro-mobilisation. Cette approche fait écho aux travaux de géographes sur la dimension spatiale des mobilisations (Bonny et al., 2011; Keerle, 2011; Melé, 2011; Ripoll, 2006), qui mettent en avant l'importance des lieux de rencontre, de réunion, de travail dans le maintien d'une action collective. Cette importance des lieux du quotidien fait directement écho aux concepts de territoire du quotidien et d'espace vécus pour la géographie : les organisations locales s'apparentant aux formes d'organisations aménageant et gérant tout territoire, tandis que l'attribution collective ressemble étrangement aux concepts de territorialisation ou d'appropriation.

Ainsi, l'objectif de cette présentation sera de vous montrer comment et sous quelles conditions, l'agriculture urbaine peut être un moteur de mobilisation des habitants concernant l'aménagement et la gestion de leur espace de vie, leur quartier, à partir de l'exemple des quartiers agricoles de Saint-Louis du Sénégal. À partir de ce questionnement et du cadre théorique des contextes de micro-mobilisation, le rôle de l'agriculture urbaine dans l'émergence d'actions

collective peut s'appréhender sous deux angles : elle favoriserait un processus d'attribution collective, elle procurerait des ressources organisationnelles.

## Méthodologie

Les résultats que je vais présenter s'appuient sur l'analyse d'une enquête menée entre 2014 et 2015 auprès de 48 habitants répartis dans les deux quartiers agricoles. L'échantillonnage visait à obtenir la plus grande diversité d'habitants des quartiers agricoles afin de comprendre les conditions de mobilisation des différentes catégories d'habitants. Les données ont été obtenues par le biais d'entretiens semi-directifs visant à recueillir des informations factuelles sur le profil social, les engagements associatifs, les trajectoires résidentielles et le rapport aux activités agricoles ; ainsi que des discours décrivant et jugeant la qualité de vie dans le quartier et le rôle des différentes associations connu par la personne interrogée. La mise en perspective de ces différentes informations a permis de comprendre comment se construit l'engagement associatif et comment ils interprètent les liens entre agriculture urbaine, aménagement et gestion du quartier et qualité de vie dans le quartier.

Cette enquête a permis aussi de compléter et d'approfondir les diagnostics de quartiers menés entre 2000 et 2010 par la municipalité et une agence de coopération décentralisée afin de mettre en place des conseils de quartier.

## Contexte : une disparité d'interventions associatives sur l'aménagement

Le recensement des actions collectives menées par les associations locales pour aménager ou gérer le quartier permet de distinguer trois types de territoires de mobilisation (cf. Carte 2.. p.7).

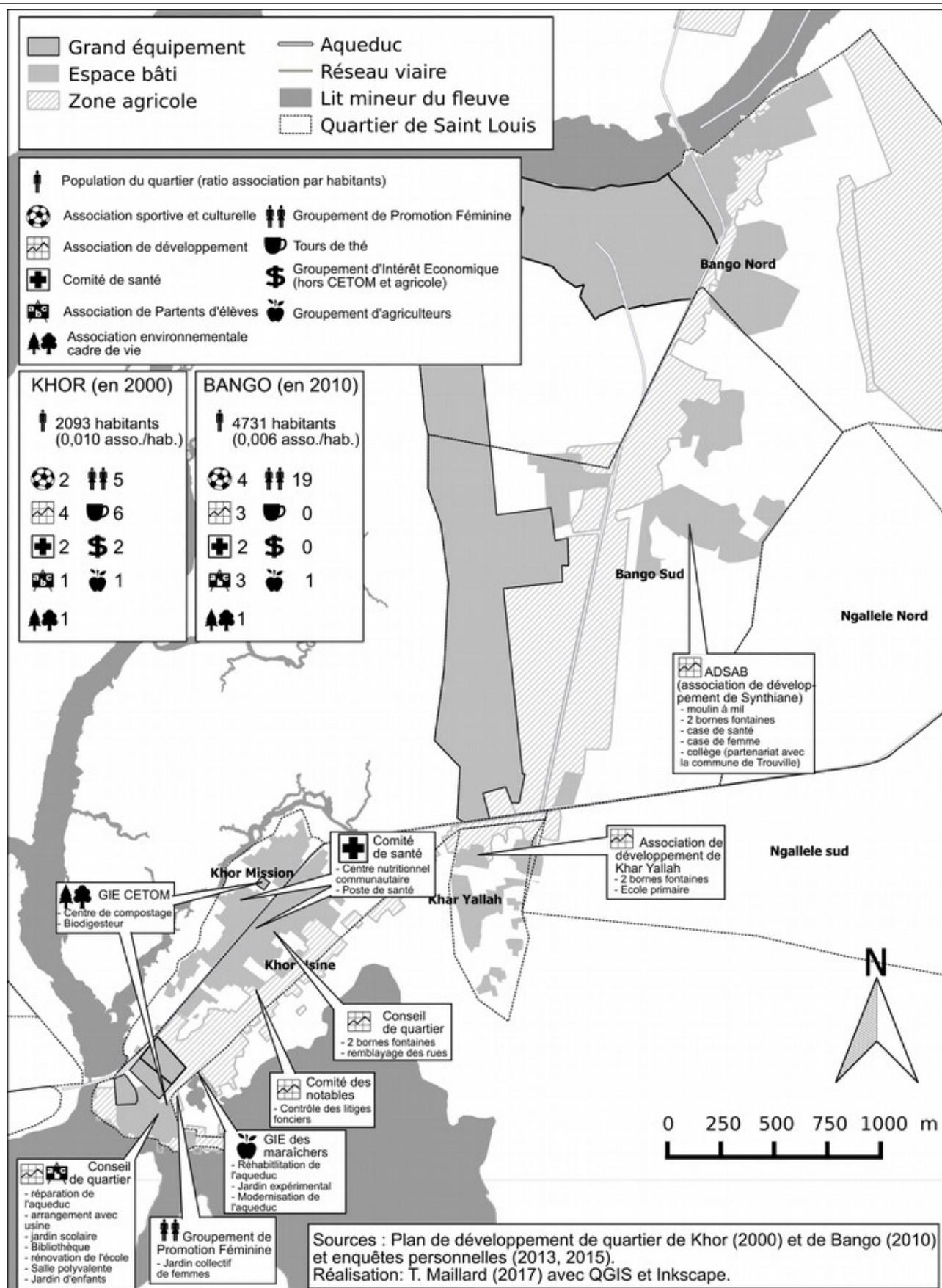
- Un quartier très mobilisé : le quartier de Khor au Sud-ouest qui présente de nombreuses interventions présentant souvent un volet agricole initié par de nombreuses associations locales, et caractérisé par une croissance régulière des surfaces agricoles.
- Des sites ponctuels de mobilisation : à Khar Yallah ou dans une localité de Bango-Sud qui présente quelques mobilisations autour d'une unique association sans liens avec l'agriculture urbaine.
- Des déserts de mobilisation : Bango Nord sans aucune action collective menée par des associations et présentant une forte déprise agricole.

Comment se fait-il que des quartiers en apparence assez similaires (forte urbanisation, présence ancienne d'activités agricoles, en marge des investissements publics concernant le cadre de vie) présentent une telle disparité de mobilisation ?

Deux résultats de cette enquête permettent de répondre à cette question.

1. Les caractéristiques de la sphère associative locale : les ressources organisationnelles locales.
2. La diversité et l'évolution des représentations du rôle de l'agriculture dans la qualité de vie : le processus d'attribution collective.

Carte 2. Une disparité de mobilisations locales concernant l'aménagement





## Résultat 1 : Des sphères associatives diversement actives

### Caractéristiques des sphères associatives des différentes zones

	<b>Très mobilisé</b> <i>Ex. : Khor Usine</i>	<b>Ponctuellement mobilisé</b> <i>Ex. : Khar Yallah</i>	<b>Peu mobilisé</b> <i>Ex. : Bango</i>
Rapport association/habitants	87 par associations (2000)	464-580 habitants par associations (2015)	143 habitants par associations (2015)
Coopération ou compétitions entre associations	Engagements multiples Coopération interassociations	Engagement rare	Engagement exclusif indifférence ou concurrence interassociation
Association à objectifs explicitement territoriaux	4 associations de développements 1 comité de notable en charge du foncier 1 association environnementale 1 groupement d'agriculteurs	1 association de développement	3 associations de développement 1 association environnementale
Fédération des associations en conseil de quartier	Depuis 2000	Non	Depuis 2010
Place des agriculteurs dans la sphère associative	Nombreux agriculteurs leaders associatifs	Agriculteurs leaders associatifs	Peu d'agriculteurs leaders associatifs

Source : *Diagnostic de quartier (ADC Saint-Louis, 2000, 2010) et enquêtes personnelles (2011-2015).*

La disparité de la quantité d'interventions sur l'aménagement initiées par les associations locales peut dans un premier temps se comprendre par les caractéristiques des différentes sphères associatives de quartier.

Bango apparaît comme un désert de mobilisation en raison du faible nombre d'associations présente au regard du nombre d'habitants et surtout de la faible coopération entre ces associations. Les engagements des habitants sont exclusifs et peu dans des associations à vocations d'aménagement du territoire. La majorité des associations de ce quartier sont des mutuelles de financement féminines dont le but est d'offrir un outil d'épargne et de financement en cas de coup

dur (60 % des associations en 2015). Cela s'explique en grande partie par la précarité des situations économiques familiales dans ce quartier.

Khor-Usine au contraire présente la situation inverse. Les engagements des habitants sont multiples et pour cette raison nombre d'associations travaillent de concert. Cela a été favorisé par la mise en place précoce d'une structure fédérative locale reconnue par la mairie : le conseil de quartier en 2000. La précocité de cette reconnaissance a permis à de nombreux leaders locaux de profiter de formations au développement local. 7 associations ont une vocation d'aménagement du territoire et la plupart des leaders associatifs entretiennent des liens étroits avec les pratiques agricoles : agriculteurs eux-mêmes ou issues de familles d'agriculteurs.

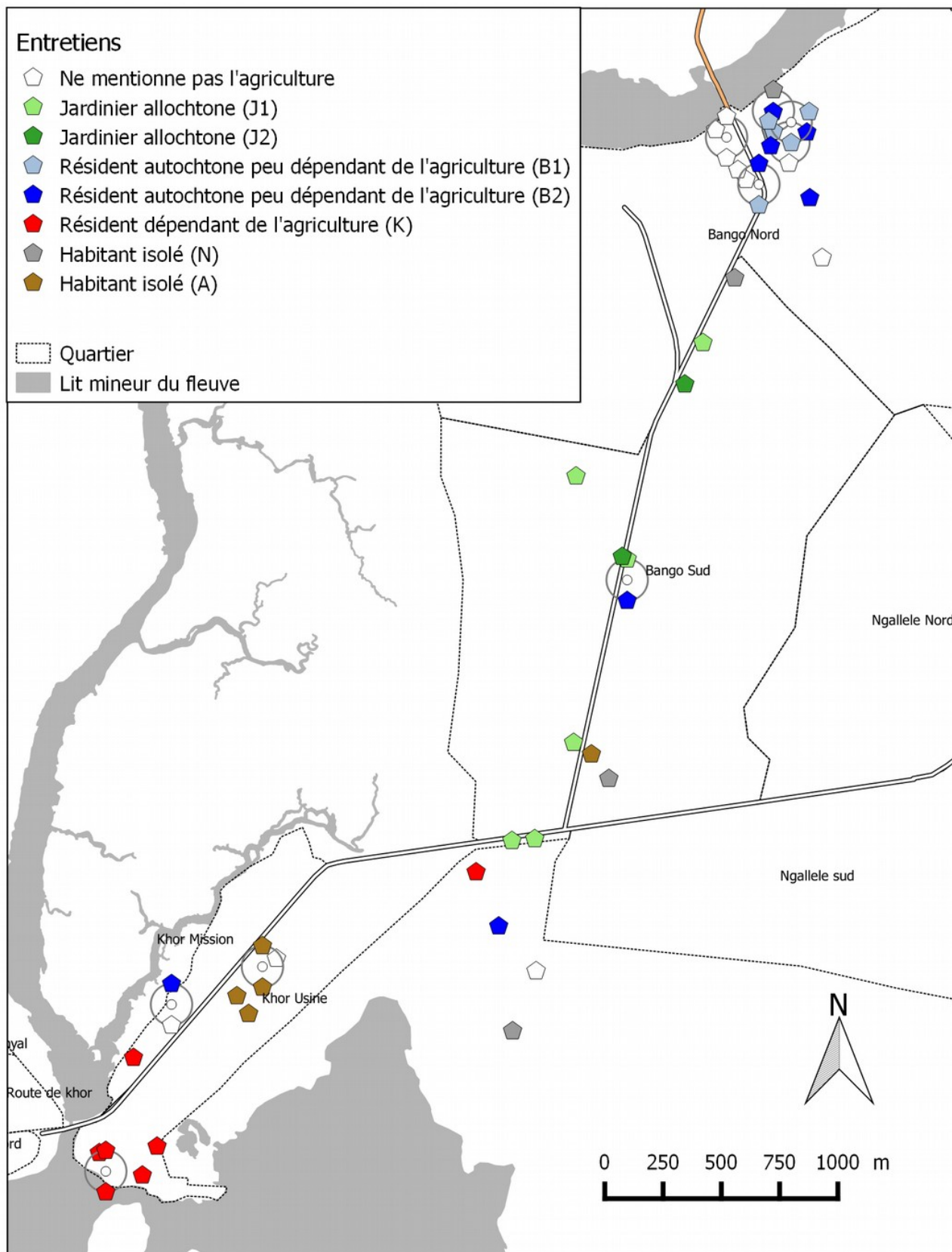
Khar Yallah est situé à mi-chemin de ces deux types : une majorité d'habitants peu mobilisée, mais une association de développement très active rassemblant des leaders associatifs issus de l'agriculture.

La pratique agricole n'est pas étrangère à cette disparité. En effet, à Khor-Usine, les agriculteurs se sont précocement organisés en coopérative (dès 1986) pour gérer un équipement collectif d'adduction en eau. Les descendants de ces premiers notables agriculteurs citadins demeurent aujourd'hui majoritaires dans les différentes associations locales. De même, le maraîchage pratiqué à Khor est une activité lucrative dans une ville où règne majoritairement le chômage et le petit commerce informel. Les entretiens menés auprès des différentes catégories d'habitants montrent ainsi que l'engagement associatif est souvent inféodé aux revenus et à la capacité à libérer du temps sur son temps de travail pour participer aux activités associatives.

Toutefois, de telles disparités associatives ne peuvent se comprendre sans une analyse plus poussée des conditions et motifs d'engagement des habitants dans les activités associatives. À ce titre, le contraste entre ces différents territoires est particulièrement fort.

## Résultat 2 : Des territoires inégalement mobilisateurs

Carte 3. Disparité des discours dans les quartiers agricoles



Réalisation Thomas Maillard (2017), à partir des entretiens réalisés en 2015. Afin d'éviter les superpositions de figurés ponctuels très proches, QGIS propose une représentation éclatée. Le point blanc symbolise la localisation des figurés situés sur le pourtour du cercle gris.

Une mobilisation collective est plus susceptible d'avoir lieu lorsqu'il y a une prise de conscience de la dimension commune d'une situation vécue individuellement, lorsque le motif de mobilisation (la raison, le pourquoi) est partagé. Ainsi, le territoire dans ses dimensions sociale et spatiale sera mobilisateur s'il favorise la socialisation de ses habitants. Cette grille de lecture est importante dans des territoires dont la population se renouvelle et se diversifie rapidement. Des territoires principalement habités par des maraîchers, des éleveurs et des pêcheurs voient aujourd'hui une installation rapide et massive de citadins originaire du centre-ville dont les représentations, les normes et les intérêts sont parfois discordants de ceux des habitants de longue date. Aussi, la forte mobilisation de certains de ces quartiers agricoles suggère soit que les nouveaux résidents sont totalement évincés de ces mobilisations, soit qu'ils y sont intégrés. C'est par l'analyse des interactions entre les habitants, des représentations du quartier, de l'influence de l'agriculture sur la qualité de vie des différentes catégories d'habitants que l'on peut répondre à cette question.

Bango abrite une population qui se caractérise par des discours sur les quartiers et des préoccupations très hétérogènes et parfois conflictuels. La typologie des discours menée à partir des entretiens montre une forte fragmentation de cette population. L'absence d'un minimum d'éléments commun dans les discours et la présence d'antagonismes forts entre les différents discours sur le quartier démontre qu'il n'y a pas de processus d'attribution collective lisible. Les discours demeurent très dépendant du profil social et de l'ancienneté de résidence ce qui démontre le cloisonnement entre les différentes catégories d'habitants et l'absence de socialisation. Trois grands types de discours sont discernables :

1. Les résidents de longue date fortement préoccupés par le chômage et la pauvreté des habitants du quartier. Peu d'entre eux évoquent l'agriculture comme une composante du quartier et celle-ci n'est pas présentée comme un facteur d'amélioration des conditions de vie. Tout au plus les arbres des vergers fournissent-ils un ombrage agréable et de la fraîcheur. Au contraire, les vergers sont souvent perçus comme une activité peu lucrative, archaïque et parfois source de nuisance (stagnation de l'eau dans le réseau d'irrigation source de maladies hydriques et de mauvaises odeurs).
2. Les gardiens jardiniers fortement préoccupés par les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs pratiques agricoles. Souvent allochtones, ils ne fréquentent que d'autres jardiniers du voisinage et ont peu de contact avec les autres catégories d'habitants. Peu instruits, maîtrisant mal la langue française et n'étant pas propriétaires des jardins qu'ils cultivent, ils ne se sentent pas non plus légitimes pour participer aux délibérations de la coopérative des agriculteurs.

3. Les riches nouveaux résidents ont souvent investi des vergers à l'abandon pour y construire une résidence secondaire en vue de passer leur retraite à l'écart des nuisances du centre-ville au milieu de la nature. Ils sont principalement préoccupés par les qualités esthétiques du paysage et éprouvent des difficultés à cohabiter avec leurs voisins résidents de longue date. Les troupeaux de bétail viennent régulièrement paître dans leurs jardins, les agents de la coopérative des maraîchers viennent curer l'aqueduc et déposent les boues devant chez eux, et la présence de décharges d'ordures, résultat de l'absence de collecte municipale dans le quartier vient décevoir leurs attentes. Ils ont peu de contact avec les autres habitants et souvent s'isolent progressivement dans leurs parcelles entourées de mur défensif. Le cadre de vie idyllique dont ils rêvaient se révèle souvent décevant voir chargé de nuisances inattendues.

Ces trois catégories d'habitants interagissent peu. Les résidents de longue date et les jardiniers ont peu de ressources financière et temporelle à investir dans des actions collectives, les autres sont très isolés. Par ailleurs, conflits et incompréhension entre ces différentes catégories d'habitants obèrent toute possibilité d'attribution collective.

Khor-Usine abrite aussi une population diversifiée, mais les discours sont plus homogènes et contiennent peu d'antagonismes. Pourtant l'omniprésence du maraîchage dans le paysage pourrait être une source de conflits importants. En effet, les techniques agricoles particulières employées dans ce quartier impliquent la présence de monticules de fumiers et d'ordure très visible dans le paysage.

1. Les résidents de longue date sont tous impliqués dans l'activité maraîchère soit qu'ils cultivent eux-mêmes un jardin, soit qu'un ou plusieurs membres de leur famille proche en cultivent un. Leurs préoccupations portent principalement sur la perpétuation de cette activité source de revenus importants des différentes familles autochtones.
2. Les nouveaux résidents ne sont pas impliqués dans le maraîchage. Ils sont venus à Khor à la recherche d'un terrain pour construire une habitation à la suite d'un événement familial ou professionnel (veuvage, entrée dans la vie active, changement d'emploi, mariage, retraite, etc.). Les terrains y sont moins chers qu'à Bango, aussi ce sont souvent des personnes de catégorie plus modeste : salariés ou bénéficiaires de pensions. Le choix de ce lieu de résidence est donc relativement plus contraint. Ils gardent souvent des ancrages forts dans leur ancien quartier et passent peu de temps à Khor. Dans les premiers temps de leur installation, ils semblent choqués par l'omniprésence des tas d'ordures dans le quartier.

Toutefois, au bout de quelques années, certains semblent s'y habituer. Cette familiarisation semble favorisée par les interactions fréquentes avec leurs voisins et en particulier les résidents de longue date qui pratiquent le maraîchage. Par ailleurs, les jardins maraîchers apparaissent comme des lieux d'accueil et de socialisation importants dans ce quartier. En effet, les jardins maraîchers produisent toute l'année des denrées consommées lors des repas ordinaires ainsi que de la menthe pour le thé. La plupart des néo-résidents interrogés vont régulièrement acheter directement dans le jardin le plus proche des légumes, des herbes aromatiques ou de la menthe. Cet achat direct est alors l'occasion de discussion avec le jardinier et de rencontre des voisins. Cette familiarisation se lit dans certains discours qui mettent en avant le caractère « normal » et « nécessaire » de la présence d'ordure : *« l'air est pur, mais il y a beaucoup de déchets, ce que je n'apprécie pas. Mais on n'y peut rien parce que les ordures, ce sont les jardiniers qui les mettent. Ils en ont besoin pour cultiver, c'est leur gagne-pain, on doit faire avec »*(entretien 31, contremaître à l'usine SDE de Khor, habitant depuis 13 ans). Cette attitude compréhensive tend à démontrer dans ce cas une familiarisation rapide. En outre, un des résidents les plus récemment installés (entretien 33, installé depuis 3 ans) fait montre d'une connaissance précise de la filière maraîchère.

À Khor, les familles de maraîchers sont très actives et partagent de préoccupations communes. Les néo-résidents sont peu actifs dans les associations locales, mais porte souvent un regard compréhensif sur les nuisances du maraîchage. Les plus récemment arrivés sont peu intéressés par les mobilisations locales, avec le temps, ils y apportent leur soutien. Cela démontre que le quartier est le théâtre d'une forte attribution collective incluant les nouveaux résidents.

Khar Yallah tout jeune noyau d'urbanisation (depuis 2011) est majoritairement peuplé de nouveaux résidents pauvres. Les terres y sont encore moins chères. Ce sont souvent des petits commerçants du marché central dont les revenus sont très irréguliers. Ils sont principalement préoccupés par la construction de leur propre maison et interagissent peu entre eux. Seul un noyau restreint de résidents de longue date, une famille élargie de maraîchers anime l'association de développement locale. Ce groupe est très préoccupé par l'aménagement du quartier, car ils se considèrent comme les fondateurs de celui-ci et donc responsables du bien-être de leurs voisins. Ils sont de ce fait très actifs, même s'ils peinent à mobiliser les autres habitants malgré des efforts importants de communication auprès d'eux. Le caractère récent de ce noyau de peuplement ne permet pas encore d'assister à des mobilisations importantes, mais les efforts déployés par l'association de développement local augurent positivement les mobilisations à venir.

## Discussion/Conclusion

Les quartiers agricoles en marge des investissements publics ne sont pas égaux quant à la mobilisation de leurs habitants en vue d'aménager et de gérer l'espace public. La mobilisation des habitants évaluée à partir des interventions initiées par des associations locales présente un déploiement spatial très inégal. Les territoires les plus mobilisateurs sont ceux qui rassemblent des caractéristiques précises : de nombreuses associations coopérantes entre elles et alimentées par l'engagement d'habitants capable d'investir du temps dans les actions collectives et partageant des préoccupations similaires.

À l'inverse, des territoires comme Bango abritant une population très fragmentée, dont les conditions de vie sont très inégales, interagissant peu et donc ne partageant pas de préoccupations communes, sont le théâtre de peu d'actions collectives.

Ainsi, l'analyse de la sphère associative locale, des interactions entre les habitants et de leurs préoccupations permet de comprendre comment une telle disparité entre des contextes en apparence similaires peut se mettre en place. La grille de lecture des contextes de mobilisation apparaît donc particulièrement efficace pour comprendre comment se structurent des actions collectives en marge des dispositifs publics d'aménagement de la ville. L'agriculture semble jouer un rôle dans cette structuration seulement à Khor. Elle offre dans ce quartier un motif commun de se mobiliser et fournit des ressources de mobilisation. Ces ressources sont de deux types : d'une part, des ressources organisationnelles à travers la coopérative des maraîchers qui constitue une structure ancienne et reconnue et qui permet la formation de leaders associatifs locaux, d'autre part, des ressources spatiales, les jardins maraîchers constituant des lieux importants de socialisation des nouveaux résidents.

Cette présentation se concentrait sur les facteurs endogènes des mobilisations locales pour montrer la pertinence de l'utilisation du cadre théorique des contextes de mobilisation. Toutefois, il va sans dire que les contextes institutionnel et politique dans lesquels ces quartiers sont enchâssés : les modes de gouvernance de la commune, l'importance des financements extérieurs par les organismes de coopération internationaux sont importants pour comprendre les formes que prennent ces mobilisations locales. Certains éléments de contexte plus généraux ont été abordés superficiellement ici, dans la mesure où ils se déploient différemment dans les deux quartiers comparés : la reconnaissance institutionnelle des conseils de quartier, l'attention particulière portée par les organismes de coopération aux projets comportant un volet agricole urbain. Ainsi, la compréhension des dynamiques endogène de mobilisation des habitants de ces quartiers doit donc

être complétée par une analyse des capacités des associations locales à mobiliser des acteurs d'échelons supérieurs qu'ils soient nationaux ou internationaux.



## Bibliographie :

ADC SAINT-LOUIS, (2000), *Plan de Développement du Quartier de Khor*.

ADC SAINT-LOUIS, (2010), *Plan de Développement du Quartier de Bango*.

BLAY-PALMER, A., SONNINO, R. & CUSTOT, J., (2016), A food politics of the possible? Growing sustainable food systems through networks of knowledge, *Agriculture and Human Values*, vol. 33, n°1, p. 27-43.

BONNY, Y., OLLITRAULT, S., KEERLE, R. & LE CARO, Y., (2011), *Espaces de vie, espaces enjeux: entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Presses universitaires de Rennes, Rennes (France).

BOULIANNE, M., (1998), *Le potentiel des jardins communautaires pour le développement des collectivités locales: éléments pour l'analyse de l'intervention au Mexique et au Québec*, Université du Québec à Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, Hull.

CHAUVEAU, J.-P., LE PAPE, M. & OLIVIER DE SARDAN, J.-P., (2001), La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique. Implications pour les politiques publiques, In : *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralités des normes et jeux d'acteurs*, Karthala : IRD, Paris, p. 145-162.

CHOPLIN, A., (2006), Le foncier urbain en Afrique: entre informel et rationnel, l'exemple de Nouakchott (Mauritanie), *Annales de géographie*, vol. 647, n°1, p. 69.

COHEN, N., REYNOLDS, K. & SANGHVI, R. (ÉD.), (2012), *Five Borough Farm: seeding the future of urban agriculture in New York City*, Design Trust for Public Space, New York, 169 p.

CUMMINS, S. & MACINTYRE, S., (2002), A Systematic Study of an Urban Foodscape: The Price and Availability of Food in Greater Glasgow, *Urban Studies*, vol. 39, n°11, p. 2115-2130.

DUCHEMIN, E., (2015), L'agriculture urbaine d'hier à aujourd'hui, en Ile de France, en France et dans le monde, In : *Agriculture urbaine. Vers une réconciliation ville-nature*, ParisLe Passager Clandestin.

DUVERNOY, I., JARRIGE, F., MOUSTIER, P. & SERRANO, J., (2005), Une agriculture multifonctionnelle dans le projet urbain : quelle reconnaissance, quelle gouvernance ?, *Cahier de la multifonctionnalité*, n°8, p. 87-104.

FOL, S. & PFLIEGER, G., (2010), La justice environnementale aux États--Unis : construction et usages d'une catégorie d'analyse et d'une catégorie d'action, *justice spatiale | spatial justice*, n°2, .

JACQUET, P., PACHAURI, R. K. & TUBIANAN, L., (2010), Repère 15 : Afrique. La ville informelle, *Annuaire*, p. 318-319.

JAGLIN, S., (1998), La gestion urbaine en archipels en Afrique Australe, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°80/81, p. 27-34.

JAGLIN, S., (2007), Décentralisation et gouvernance de la diversité : les services urbains en Afrique anglophone, In : *Gouverner les villes d'Afrique : Etat, gouvernement local et acteurs privés* Karthala/CEAN, , p. 21-34.

KEERLE, R., (2011), Espaces, actions et cartographies : à propos de quelques mobilisations rennaises, In : *Espaces de vie, espaces enjeux: entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Presses universitaires de Rennes, Rennes (France), p. 301-320.

KITSCHOLT, H. P., (1986), Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies, *British Journal of Political Science*, vol. 16, n°01, p. 57.

LAPEYRONNIE, D., (1989), Changements et mobilisations politiques, *Social Science Information*, vol. 28, n°2, p. 243-264.

MCADAM, D., MCCARTHY, J. & ZALD, M. N., (1996), *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures and cultural framings*, Cambridge, 426 p.

MELÉ, P., (2011), Quels territoires pour l'action? Mobilisations locales et régimes de territorialité, In : *Espaces de vie, espaces enjeux: entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Presses universitaires de Rennes, Rennes (France), p. 291-300.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P., (1993), Le développement comme champ politique local, *Bulletin de l'APAD*, n°6, .

PADDEU, F., (2012), L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise: la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale, *VertigO*, vol. 12, n°2, .

REVILLARD, A., (2003), *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*.

RIPOLL, F., (2006), Du « rôle de l'espace » aux théories de « l'acteur » (aller-retour): la géographie à l'épreuve des mouvements sociaux, In : *Penser et faire la géographie sociale: contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes (France), p. 193-210.

VIDAL, R. & FLEURY, A., (2009), La place de l'agriculture dans la métropole verte, *Projet de paysage*.